

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 9

7 février 2003

### Sommaire

Arrêté ministériel du 8 janvier 2003 relatif à l'éligibilité des clients finals, consommateurs d'électricité et portant application de l'article 17, paragraphe 5 de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité . . . . .	page 162
Arrêté ministériel du 20 janvier 2003 portant nomination d'un second Président suppléant de la Commission d'Aménagement . . . . .	163
Administration des Services Techniques de l'Agriculture – Nomination . . . . .	163
Administration des Services Vétérinaires – Examen d'admission définitive dans la carrière du médecin-vétérinaire . . . . .	163
Commission de Surveillance du Secteur Financier – Examen de fin de stage de la carrière supérieure – Examen de fin de stage de la carrière moyenne. . . . .	163
Conseil Arbitral des Assurances Sociales – Nominations . . . . .	163
Entreprises d'assurances – « CAMCA VIE SA » - Extension d'agrément. . . . .	164
Entreprises d'assurances – « DEXIA LIFE & PENSIONS S.A. » - Agrément du directeur . . . . .	164
Entreprises d'assurances – « LE FOYER ASSURANCES S.A. » - Agrément du directeur . . . . .	164
Entreprises d'assurances - « LE FOYER VIE S.A. » - Agrément du directeur . . . . .	164
Entreprises d'assurances – « LONDON GENERAL INSURANCE COMPANY LTD » - Changement du mandataire général . . . . .	164
Entreprises d'assurances - « SCOTTISH EQUITABLE INTERNATIONAL SA » - Agrément du directeur . . . . .	164
Entreprises d'assurances – Transfert de portefeuille de la succursale belge de l'entreprise de droit allemand « AXA VERSICHERUNG AG » à la succursale belge de l'entreprise de droit de français « EUROMAF S.A. ». . . . .	164
Fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances – Agrément comme gestionnaire de fonds de pension . . . . .	164
Liste des médicaments à usage vétérinaire admis à la vente au Grand-Duché de Luxembourg (24e modification). . . . .	164
Magistrature – Nominations. . . . .	165
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agrément. . . . .	165
Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de décembre 2002. . . . .	165
Santé – Art de guérir – Concession de pharmacie . . . . .	168
Pharmacie – Concession vacante – Rectificatif . . . . .	168

**Arrêté ministériel du 8 janvier 2003 relatif à l'éligibilité des clients finals, consommateurs d'électricité et portant application de l'article 17, paragraphe 5 de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité.**

*Le Ministre de l'Economie,*

Vu la directive 96/92/CE du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

Vu la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du paragraphe 4 de l'article 17 de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, est éligible, à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année 2003, tout consommateur final d'électricité dont la consommation d'électricité, l'année civile précédente sur un site géographiquement limité, autoproduction comprise, est égale ou supérieure au seuil de 9 GWh, ainsi que toute distribution communale ou privée consommant plus que 90 GWh par an et par site de consommation.

**Art. 2.**

1. Tout client éligible, tel que défini à l'article 1, en adresse, avant le 28 février, une déclaration au ministre ayant l'Energie dans ses attributions.

Il en adresse une copie au gestionnaire de réseau qui lui fournit physiquement l'électricité, ainsi qu'une copie à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). Cette déclaration comporte:

- a) s'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration;
- b) la localisation du site de consommation ainsi qu'une description succincte de l'établissement et, le cas échéant, l'identification du gestionnaire de réseau auquel l'établissement du client final est raccordé;
- c) la consommation d'électricité du site au cours de l'année précédente, en précisant, le cas échéant, la quantité d'électricité produite par autoproduction.

2. Si la déclaration est complète, le ministre ayant l'Energie dans ses attributions en délivre récépissé.

3. L'Institut Luxembourgeois de Régulation tient un registre publiquement accessible des clients éligibles ayant effectué la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article et ne s'étant pas opposés à l'inscription à ce registre.

**Art. 3.** Lorsqu'il y a changement d'exploitant d'un site sans changement d'activité, le nouvel exploitant reste éligible pour la période en cours. Il adresse au ministre ayant l'Energie dans ses attributions, qui en donne récépissé, les informations mentionnées aux points a) et b) du paragraphe 1 de l'article 2.

**Art. 4.**

1. Lorsqu'un site de consommation d'électricité est mis en exploitation en cours d'année ou lorsqu'un site existant connaît simultanément un changement d'exploitant et d'activités, le client final est éligible jusqu'au terme de la première année civile complète de fonctionnement si la consommation prévisible durant cette année est égale ou supérieure au seuil de 9 GWh.

2. Le client final adresse au ministre ayant l'Energie dans ses attributions une déclaration qui comporte:

- a) s'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration;
- b) la localisation du site de consommation, sa création, ainsi qu'une description succincte de l'établissement et l'identification du gestionnaire de réseau auquel l'établissement du client final est raccordé;
- c) la description de l'activité exercée;
- d) les caractéristiques techniques des installations de consommation d'électricité du site (puissance, durée d'utilisation);
- e) tous les éléments relatifs à la consommation d'électricité prévue pendant la première année civile complète de fonctionnement, en distinguant l'électricité éventuellement produite par le client final pour son propre usage. Ils portent également, le cas échéant, sur la consommation d'électricité déjà constatée, sur la saisonnalité de l'activité exercée et sur les différentes étapes de mise en service des installations.

3. Si la déclaration est complète, le ministre ayant l'Energie dans ses attributions en délivre récépissé.

4. Les clients finals mentionnés au paragraphe 1, adressent au ministre ayant l'Energie dans ses attributions, avant le 20 janvier de l'année qui suit la première année civile complète de fonctionnement, une déclaration établie conformément à l'article 4.

**Art. 5.** Les entreprises de distribution, privées ou publiques, distribuant moins de 90 GWh par an, lorsqu'elles agissent dans le cadre de l'article 17, paragraphe 4 de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, adressent une déclaration au ministre ayant l'Energie dans ses attributions, dès la signature des contrats d'achat d'électricité conclus en vue de l'approvisionnement des clients éligibles situés dans leur zone de

desserte. Cette déclaration comporte la dénomination de l'entreprise de distribution, les quantités d'électricité objets des transactions et l'identification des clients éligibles considérés.

Si la déclaration est complète, le ministre ayant l'Energie dans ses attributions en délivre récépissé.

**Art. 6.** Le présent arrêté, qui sera publié au Mémorial, expirera le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Luxembourg, le 8 janvier 2003.

*Le Ministre de l'Economie,*

**Henri Grethen**

**Arrêté ministériel du 20 janvier 2003 portant nomination d'un second Président suppléant de la Commission d'Aménagement.**

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Vu la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, et notamment ses articles 6, 7 et 8 relatifs à l'institution d'une commission d'aménagement;

Vu l'article 49 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu le règlement ministériel du 28 octobre 1991 déterminant l'organisation et le mode de fonctionnement de ladite commission;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 1973 portant fixation des jetons de présence revenant au président et aux membres de la commission d'aménagement;

Vu l'inflation importante des dossiers dont est actuellement saisie la Commission d'aménagement;

Considérant qu'il y a lieu de permettre la tenue de séances régulières bi-hebdomadaires de la Commission, tout en tenant compte de la disponibilité du Président et du Président suppléant en fonctions;

Considérant qu'il y a lieu d'adjoindre un second suppléant au Président en fonctions.

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est nommée Président suppléant, Madame Maryse Scholtes, Conseiller de gouvernement 1<sup>ère</sup> classe, Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Ministère de l'Intérieur.

**Art. 2.** Le présent arrêté complète celui du 27 juin 2002 portant nomination des membres de la commission d'aménagement.

**Art. 3.** Une expédition du présent arrêté est délivrée à l'intéressée pour lui servir de titre et ampliation en est adressée à Monsieur le Contrôleur Financier du Ministère de l'Intérieur.

Luxembourg, le 20 janvier 2003.

*Le Ministre de l'Intérieur,*

**Michel Wolter**

**Administration des services techniques de l'agriculture. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 20 janvier 2003, Madame Faber-Decker Monique, ingénieur à l'Administration des services techniques de l'agriculture, a été nommée ingénieur-inspecteur auprès de la même administration.

**Administration des Services Vétérinaires. – Examen d'admission définitive dans la carrière du médecin-vétérinaire.** – L'Administration des Services Vétérinaires organisera au cours de la deuxième quinzaine du mois de juin 2003 un examen d'admission définitive dans la carrière du médecin-vétérinaire.

**Commission de Surveillance du Secteur Financier. – Examen de fin de stage de la carrière supérieure.** – La Commission de Surveillance du Secteur Financier organisera dans la semaine du 10 mars 2003 un examen de fin de stage sanctionnant la formation du module de spécialisation des stagiaires de la carrière supérieure.

**Examen de fin de stage de la carrière moyenne.** – La Commission de Surveillance du Secteur Financier organisera dans la semaine du 24 mars 2003 un examen de fin de stage sanctionnant la formation du module de spécialisation des stagiaires de la carrière moyenne.

**Conseil arbitral des assurances sociales. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 24 janvier 2003, Monsieur le docteur Gérard Holbach, médecin chef de service auprès de la Direction de la Santé, a été nommé à la fonction de médecin chef de division auprès du Conseil arbitral des assurances sociales avec effet au 1<sup>er</sup> février 2003.

Par arrêté grand-ducal du 24 janvier 2003, Monsieur Frank Schaffner, avocat à la Cour, a été nommé à la fonction de juge auprès du Conseil arbitral des assurances sociales avec effet au 1<sup>er</sup> février 2003.

**Entreprises d'assurances. – «CAMCA VIE SA» – Extension d'agrément.** – Par arrêté ministériel du 20 décembre 2002, l'entreprise d'assurances vie «CAMCA VIE SA», avec siège social à L-1839 Luxembourg, 9, rue Joseph Junck, a été autorisée à étendre ses activités à la couverture des risques de la branche:

N° 3 Gestion de Fonds Collectifs de Retraite.

**Entreprises d'assurances. – «DEXIA LIFE & PENSIONS S.A.». – Agrément du directeur.** – En l'application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 9 janvier 2003, Monsieur Luc Berg a été agréé comme directeur de l'entreprise d'assurances vie «DEXIA LIFE & PENSIONS S.A.», en remplacement de Monsieur Thierry *Flamand*.

**Entreprises d'assurances. – «LE FOYER ASSURANCES S.A.». – Agrément du directeur.** – Par arrêté ministériel du 6 janvier 2003 Monsieur Henri *Marx* a été agréé comme directeur de l'entreprise d'assurances «LE FOYER ASSURANCES S.A.» en remplacement de Monsieur François *Tesch*.

**Entreprises d'assurances. – «LE FOYER VIE S.A.». – Agrément du directeur.** – En l'application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 9 janvier 2003, Monsieur Philippe *Bonte* a été agréé comme directeur de l'entreprise d'assurances vie «LE FOYER VIE S.A.», en remplacement de Monsieur François *Tesch*.

**Entreprises d'assurances. – «LONDON GENERAL INSURANCE COMPANY LTD». – Changement du mandataire général.** – Par communication du 11 décembre 2002 la Financial Services Authority du Royaume-Uni informe le Commissariat aux assurances que Monsieur Lambert *Schroeder* a été nommé mandataire général de la succursale luxembourgeoise de l'entreprise d'assurances anglaise «LONDON GENERAL INSURANCE COMPANY LTD» en remplacement de Monsieur Ronald *Daene*.

**Entreprises d'assurances. – «SCOTTISH EQUITABLE INTERNATIONAL SA» – Agrément du directeur.** – En l'application de l'article 103 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 30 décembre 2002, Monsieur Iain *Black* a été agréé comme directeur de l'entreprise d'assurances vie «SCOTTISH EQUITABLE INTERNATIONAL SA», en remplacement de Monsieur David *Healy*.

**Entreprises d'assurances. – Transfert de portefeuille de la succursale belge de l'entreprise de droit allemand «AXA VERSICHERUNG AG» à la succursale belge de l'entreprise de droit français «EUROMAF S.A.»** – La Finanzbundesanstalt für Versicherungsaufsicht, autorité de contrôle allemande du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances du transfert de portefeuille de l'entreprise «AXA VERSICHERUNG AG» à l'entreprise «EUROMAF S.A.» avec effet au 14 janvier 2003.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

**Fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances. – Agrément comme gestionnaire de fonds de pension.** – En l'application de l'article 26 paragraphe 3 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et par arrêté ministériel du 6 janvier 2003, Monsieur Billemon *Dirk* a été agréé comme gestionnaire de fonds de pension.

#### **Liste des médicaments à usage vétérinaire admis à la vente au Grand-Duché de Luxembourg.**

(Annexe de l'arrêté ministériel du 10 juin 1994  
publié au Mémorial, Recueil administratif et économique B no 43 du 21 juillet 1994).

24ième MODIFICATION (18 décembre 2002)

#### **a) Les médicaments suivants sont ajoutés à la liste des médicaments admis à la vente :**

- P Apiguard gel, 10x50 g
- R Baycox 5 % susp., 250 ml
- RR Longacton sol.inj., 50 ml-12x50 ml
- RR Nobilis Paramyxo P201 émulsion p.inj., fl.multid.20 ml-50 ml-250 ml

**b) Les médicaments suivants sont supprimés de la liste des médicaments admis à la vente :**

Apramycine-Elanco 200 injection  
 Cefaseptin Forte cpr.  
 Cefaseptin Mite cpr.  
 Fortecortine sol.inj.  
 Isophen sol.inj.  
 Roccal Concentrate sol.

**c) Les modifications suivantes sont apportées à la liste des médicaments admis à la vente :**

Bayovac IBR-Marker Inactivatum sol.inj. lire fl.verre 20 ml 10 d.-fl.verre 100 ml 50 d. au lieu de 20 ml-100 ml  
 Bayovac IBR-Marker Vivum sol.inj., lire fl.verre 20 ml 10 d.-fl.verre 100 ml 50 d. au lieu de 10 d.+solv-50 d.+solv.  
 Lire Nobilis Ovo-Peristerin au lieu de Nobivac Ovo-Peristerin

**d) Les conditionnements suivants sont ajoutés à la liste des médicaments admis à la vente :**

Bayovac IBR-Marker Inactivatum sol.inj. fl.verre 4 ml 2 d.  
 Bayovac IBR-Marker Vivum sol.inj. fl.verre 4 ml 2 d.  
 Virbamec Injectable Porcins 500 ml

**e) Les médicaments ou conditionnements suivants sont mis hors marché :**

BarVac RS sol.inj., 10 d.20 ml  
 Gentaject 5% sol.inj.

**Magistrature. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002,

- le rang de juge a été conféré à Madame Gisèle *Hubsch*, substitut au Parquet Général;
- le rang de juge a été conféré à Madame Joëlle *Gehlen*, substitut au Parquet de Diekirch;
- Madame Françoise *Hilger*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

**Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément.** – Par arrêté ministériel du 15 janvier 2003, l'agrément a été accordé à titre définitif à l'association sans but lucratif «Foyer de la Femme a.s.b.l.» ayant son siège à L-4170 Esch-sur-Alzette, 98, boulevard J.F. Kennedy, pour l'exercice de l'activité «garderie» à l'adresse suivante: 16c, route de Larochette, L-9391 Reisdorf.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 50992002.

**Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de décembre 2002.**

N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juge-commissaire	Curateur
<i>Luxembourg</i>				
1.	sàrl GETRÄNKEFARM, avec siège social à Wasserbillig, 86 Grand-Rue	02.12.2002	M. Robert Worré	M <sup>e</sup> Yvette Hamilius
2.	sàrl TRANSPORT WALLIG JOSEPH avec siège social à Wecker, 24 Haerebiereg, de fait inconnue à cette adresse	02.12.2002	M. Robert Worré	M <sup>e</sup> Cyril Pierre-Beausse
3.	sàrl KEN, ayant eu son siège social à Luxembourg, 16, Val Sainte Croix, act. sans siège social connu	02.12.2002	M. Robert Worré	M <sup>e</sup> Cyril Pierre-Beausse
4.	S.A. SATELLITE INTERNET SOLUTIONS, ayant eu son siège social à Luxembourg, 45, avenue Grande-Duchesse Charlotte, act. sans siège social connu	06.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
5.	S.A. TWINCOM, avec siège social à Luxembourg, 7, Grand-Rue	06.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
6.	S.A. LUCA, avec siège social à Luxembourg, 7, rue du Fossé	09.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Cédric Hirtzberger

N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juge-commissaire	Curateur
7.	S.A. CENTRE LASER ET ESTHETIQUE LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 247 route de Longwy, de fait établie à Luxembourg, 52, avenue de la Liberté	09.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
8.	S.A. CLUB MONNET, avec siège social à Luxembourg, 6, Circuit de la Foire	11.12.2002	Mme Maryse Welter	M <sup>e</sup> Yvette Hamilius
9.	Heinz Günther HILT, carreleur-marbrier, demeurant à D-Rehlingen-Siersburg/Niedaltdorf, 29, am Mühlenberg, ayant fait le commerce sous la dénomination «HEINZ HILT CARRELAGES-MARBRE», à Mondorf-les-Bains, 3 avenue Fr. Clement	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
10.	S.A. RESTAURANT AU FLORENTIN, avec siège social à Luxembourg, 20-22, Marché aux Herbes	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Guy Perrot
11.	sàrl LUX SILO TRANSPORT, avec siège social à Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Guy Perrot
12.	sàrl INTERNATIONAL-SERVICES-VENTES, avec siège social à Rodange, 319, route de Longwy	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Renaud Le Squeren
13.	sàrl CLV, avec siège social à Ehlerange, Zone d'Activité Zare, Ilôt Ouest, de fait inconnue à cette adresse	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Renaud Le Squeren
14.	S.A. INDIMMO, avec siège social à Luxembourg, 7 Grand-Rue	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yves Kasel
15.	S.A. IC SOLUTIONS, avec siège social à Luxembourg, 5, bd Royal, de fait inconnue à cette adresse	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yves Kasel
16.	S.A. RAPID SYSTEM, avec siège social à Esch/Alzette, 78, bd J.F. Kennedy	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Arnaud Ranzenberger
17.	S.A. ALBELUX INTERNATIONAL, soc. de participations financières, avec siège social à Esch/Alzette, 26-27, bd J.F. Kennedy	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Arnaud Ranzenberger
18.	CIDJI S.A., ayant eu son siège social à Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, act. sans siège social connu	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Thomas Walster
19.	ASCAFI MANAGEMENT S.A. avec siège social à Remich, 20 route de Mondorf, de fait inconnue à cette adresse	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Thomas Walster
20.	EDAC ENGINEERING LUXEMBOURG S.A. avec siège social à Pétange, 81, rue J.B. Gilardin	13.12.2002	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Oliver Wagner
21.	S.A. EURO-MOTOR GRAAS, avec siège social à Bertrange, Zone d'Activité Bourmicht	13.12.2002	Mme Maryse Welter	M <sup>e</sup> Gaston Stein
22.	sàrl PECHE 2000, avec siège social à Schengen, 110A, route du Vin	16.12.2002	M. Robert Worré	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
23.	S.A. MONDIAL PIN, avec siège social à Capellen, 1a, rue d'Olm	18.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Jean-Claude Michels
24.	sàrl E-LINE, avec siège social à Luxembourg, 17, rue Michel Rodange	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Yasmina Maadi



N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juge-commissaire	Curateur
25.	S.C. SAFOUANE ADIL FARID, en abrégé S.A. F.S.C., avec siège social à Mersch, 10 Impasse Aloyse Kayser, de fait inconnue à cette adresse	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Yasmina Maadi
26.	S.A. RACING CARS, avec siège social à Foetz, 168, rue du Brill, de fait inconnue à cette adresse	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Marc Limpach
27.	sàrl ENTREPRISE DE COUVERTURE STEPHANE MICHEL, avec siège social à Pétange, 57 rue Aloyse Kayser	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Marc Limpach
28.	sàrl GLT LUXEMBOURG, avec siège social à Wasserbillig, 37ab, rue de Luxembourg, de fait établie à Mertert, 51, rue de Wasserbillig	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Olivier Lenert
29.	S.A. LA BIJOUTERIE, avec siège social à Luxembourg, 15, rue J.P. Sauvage, ci-avant à Esch/Alzette, 89, rue de l'Alzette	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Filipe Valente
30.	S.A. SUPERSONIC, avec siège social à Differdange, 74, avenue de la Liberté, de fait établie à Differdange, 45, Grand-Rue	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Filipe Valente
31.	sàrl IMMO GT, avec siège social à Remich, 17 route de l'Europe	20.12.2002	Mme Nadine Walch	M <sup>e</sup> Nicolas Steichen
32.	sàrl LUX-BATIMOS, avec siège social à Dudelange, 8 route de Burange	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Christophe Serwy
33.	sàrl PLATRERIE KOHN, avec siège social à Frisange, 6A rue de Luxembourg	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Christophe Serwy
34.	S.A. KAWALUX, avec siège social à Esch/Alzette, 56 rue de la Libération	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Tania Hoffmann
35.	S.A. B.V.O., avec siège social à Bascharage, 124 route de Luxembourg	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
36.	S.A. TEAM PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), avec siège social à Luxembourg, 49, avenue de la Gare	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
37.	S.A. KIELEC, ayant eu son siège social à Luxembourg, 11b, boulevard Joseph II, act. sans siège social connu	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Olivier Wagner
38.	sàrl MARINOR, avec siège social à Luxembourg, 3, rue d'Avalon	23.12.2002	M. Marc Wagner	M <sup>e</sup> Tania Hoffmann
39.	sàrl ENTREPRISE DE PEINTURE MOROCUTTI, avec siège social à Bertrange, 42 rue am Pesch	30.12.2002	Mme Claudine de la Hamette	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
40.	sàrl S&T, avec siège social à Esch/Alzette, 49 rue Zénon Bernard	30.12.2002	Mme Claudine de la Hamette	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
41.	S.A. POL WIRTZ & PARTNERS, avec siège social à Luxembourg, 25 rue Philippe II	30.12.2002	Mme Claudine de la Hamette	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
<i>Diekirch</i>				
42.	UNIROL INVEST S.A., établie et ayant son siège social à Wiltz, 2, rte d'Ettelbruck	04.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> J.Louis Unsen
43.	OCCASIONS DU NORD Sàrl, établie et ayant son siège social à Ettelbruck, 63 route de Bastogne	04.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> Edith Reiff
44.	LINALUX NETTOYAGE DE BÂTIMENTS s.e.n.c., établie et ayant son siège social à Wiltz, 6 rue du X Septembre	04.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> Lony Thillen

N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juge-commissaire	Curateur
45.	SANDER TRANSPORT sàrl, établie et ayant son siège social à Echternach, 30b rue Duchscher	04.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> Daniel Baulisch
46.	CHAUFFAGE SANITAIRE FRAITURE Sàrl, établie et ayant son siège social à Wiltz, 10 rue des Pêcheurs	11.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> Claude Speicher
47.	S.A. COMPACT MEDIA A.G., établie et ayant son siège social à Weiswampach, 112 rue de Stavelot	11.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> Claude Speicher
48.	HÔTEL-RESTAURANT BOIS FLEURI S.A., établie et ayant son siège social à Weilerbach, 8 rue de Diekirch	18.12.2002	M. Lex Eippers	M <sup>e</sup> Lony Thillen

Par jugement du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg du 13 décembre 2002 la faillite de SAMIC MONACO INTERNATIONAL COMPUTER S.A. avec siège social à Luxembourg, 47 Grand-Rue, prononcée le 9 août 2002, a été rabattue.

Par jugement du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg du 20 décembre 2002 la faillite de S.A. LUXTIME avec siège social à Mamer, 19 route d'Arlon de fait inconnue à cette adresse, prononcée le 4 octobre 2002, a été rabattue.

Par jugement du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg du 23 décembre 2002 la faillite de la sàrl TRANSPORT WALLIG JOSEPH, avec siège social à Wecker, 24 Haerebiërg, de fait inconnue à cette adresse, prononcée le 2 décembre 2002, a été rabattue.

**Santé. – Art de guérir.** – Par arrêté ministériel du 21 janvier 2003, Madame le Dr Yasmin Ramshad ép. Lassen, née le 21 mai 1966, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en radiothérapie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 21 janvier 2003, Madame le Dr Catherine Burgy, ép. Schmit, née le 8 juin 1962, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine interne au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 21 janvier 2003, Monsieur le Dr Abedelnasser Egbariah, né le 11 novembre 1960, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en psychiatrie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 21 janvier 2003, Monsieur le Dr Pierre Dessaules, né le 28 mars 1944, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 21 janvier 2003, Madame le Dr Véronique Urrea Juan, née le 17 août 1978, a été autorisée à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

**Santé. – Art de guérir.** – Par arrêté ministériel du 16 janvier 2003, Monsieur le Dr Rudolf Hagelstein, né le 27.12.1957, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine du travail au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 16 janvier 2003, Monsieur le Dr Touraj Rastegar, né le 12.06.1970, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en anesthésie-réanimation au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 16 janvier 2003, Monsieur le Dr Gregor Baertz, né le 21.04.1970, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en orthopédie au Luxembourg.

**Santé. – Concession de pharmacie.** – Par arrêté ministériel du 8 janvier 2003, Madame Antonia De Bourcy épouse Linster, pharmacien, a été autorisé à exploiter la concession de pharmacie nouvellement créée dans le canton de Remich.

**Pharmacie - Concession vacante. – Rectificatif.** – Au Mémorial B N° 1 du 10 janvier 2003, page 4, il y a lieu de lire « Par arrêté ministériel du 17 décembre 2002 une concession de pharmacie a été créée dont le périmètre est déterminé par le territoire du canton de Mersch à l'exception des communes de Mersch et de Larochette au lieu de la commune de Mersch.

Les candidats qui désirent solliciter l'octroi de cette concession sont invités à faire parvenir leur demande au Ministère de la Santé jusqu'au 21 février 2003 au lieu de jusqu'au 13 février 2003. »